

Séance ordinaire du 12 mai 2003

Le Conseil de la Ville de Lévis siège en séance ordinaire ce douzième jour du mois de mai deux mille trois, à dix-neuf heures trente-sept, à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint-Romuald (Lévis).

Sont présents : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur , Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Pierre Gagné, André Hamel, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire et Jocelyn Olivier formant quorum sous la présidence du maire Jean Garon.

Assistent à la séance : Sabin Tremblay, directeur général adjoint et Jean Marion, assistant greffier.

Est absente : le membre du Conseil Danielle Roy Marinelli.

---

## **CV-2003-03-87**

### **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier  
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 12 mai 2003, tel que modifié par l'ajout des points suivants:

#### **« Affaires juridiques et Greffe**

Avis de motion du Règlement décrétant l'acquisition d'une partie du lot 1 963 845 du cadastre du Québec (parc industriel de Bernières, secteur Saint-Nicolas)

Des consultations publiques dans chacun des arrondissements pour recentrer l'action sur le citoyen

Et par le retrait du point suivant :

#### **« Vie communautaire**

Financement des dépenses relatives à l'ameublement de la salle Étienne-Baillargeon (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon)

[Réf. : DVC-EQR-2003-007](#) »

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-03-88**

### **Période de questions**

Une cinquantaine de personnes assistent à la séance. Plusieurs personnes posent des questions et émettent des commentaires.

---

## **CV-2003-03-89**

**Approbation du procès-verbal des séances ordinaire du 15 avril 2003 et spéciale du 30 avril 2003**

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin  
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'approuver le procès-verbal des séances ordinaire du 15 avril 2003 et spéciale du 30 avril 2003.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-03-90**

##### **Dépôt du procès-verbal des séances du Comité exécutif des 9, 14, 16, 23 et 30 avril 2003**

Le procès-verbal des séances du Comité exécutif des 9, 14, 16, 23 et 30 avril 2003 est déposé.

---

#### **CV-2003-03-91**

##### **Présentation d'un mémoire et délégation de représentants de la Ville aux audiences publiques sur le projet de loi fédérale C-26 modifiant la *Loi sur les transports au Canada* et d'autres lois**

Attendu que la Ville entend présenter ses commentaires sur le Projet de loi C-26 modifiant la *Loi sur les transports du Canada*, la *Loi sur la sécurité ferroviaire édictant la loi sur Via Rail Canada et modifiant d'autres lois en conséquence* ;

Attendu que les dossiers abordés sont la problématique du bruit de la cour de triage Joffre (secteur Charny) ainsi que celle reliée à l'usage des sifflets de train en milieu urbanisé ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-95 ainsi que la recommandation faite lors de la séance du 12 mai 2003;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire  
Appuyé par le conseiller André Hamel

De présenter le contenu du mémoire annexé à la présente résolution lors des audiences publiques sur le projet de loi fédérale C-26 modifiant la *Loi sur les transports au Canada* et d'autres lois.

De déléguer les membres du Conseil de la Ville Pierre Brochu, Jeannot Demers, Alain Lemaire et Jocelyn Olivier ainsi que Michel Hallé, avocat au Service des affaires juridiques, afin de présenter ce mémoire devant l'organisme qui tiendra des audiences publiques sur ce projet de loi.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-03-92**

##### **Demande d'aide financière au Conseil régional de concertation et de développement de Chaudière-Appalaches pour la réalisation du plan directeur des parcs industriels et espaces technologiques**

[Réf. : DG-2003-029](#)

---

Attendu l'importance pour la Ville de se doter d'un plan directeur des parcs industriels et technologiques;

Attendu la correspondance du Directeur régional du ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche invitant la Ville à soumettre une demande d'aide financière;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-48 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par le conseiller André Hamel

De demander une aide financière au Conseil régional de concertation et de développement de Chaudière-Appalaches (CRCD) dans le cadre du Fonds de diversification économique de la région (FDER) pour la réalisation du plan directeur des parcs industriels et espaces technologiques ainsi qu'au ministère des Finances ou à tout autre ministère ou organisme concerné.

Le Maire appelle le vote.

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Pierre Gagné, André Hamel, Philippe Laberge, Alain Lemaire et Jocelyn Olivier ainsi que le maire Jean Garon.

Ont voté contre : les membres du Conseil Jean-Claude Bouchard et Gilles Lehouillier.

Adoptée à la majorité

---

## **CV-2003-03-93**

### **Constitution du comité de suivi du plan directeur des parcs industriels et espaces technologiques**

[Réf. : DG-2003-029](#)

Attendu que la réalisation du plan directeur des parcs industriels et des espaces technologiques permettra à la ville de se positionner favorablement au chapitre du développement économique;

Attendu qu'un comité doit être constitué pour superviser la réalisation de ce mandat;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-48 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin  
Appuyé par le conseiller André Hamel

De constituer un comité de suivi du projet formé de cinq représentants de la Ville : le Maire, Philippe Meurant, commissaire industriel, Benoît Chevalier, conseiller à la planification, Jacques Normand, adjoint au secrétaire exécutif de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-ouest, un représentant de la Direction du développement et de

l'aménagement du territoire désigné par le Directeur général, un membre de la Commission consultative d'urbanisme et d'aménagement, deux représentants du Centre local de développement de Lévis, deux représentants du CÉGEP de Lévis-Lauzon et de ses centres affiliés, un représentant de la direction régionale du ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche (MFER) en qualité d'observateur, pour superviser la réalisation de ce mandat et désigner le Commissaire industriel pour en assurer le suivi et la coordination générale, étant bien entendu que les Directions des réseaux et équipements et du développement et de l'aménagement du territoire seront appelées à être consultées dans le cadre de la réalisation de ce mandat.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-03-94**

##### **Vente d'une partie du lot 2288 616 du cadastre du Québec (rue Craig, secteur Saint-Nicolas) à Les Entreprises R.P.F. inc.**

Réf. : [DG-2003-036](#)

Attendu qu'une offre d'achat a été déposée par Les Entreprises R.P.F. inc. concernant une partie du lot 2 288 616 du cadastre du Québec située dans le parc industriel Bernières (rue Craig, secteur Saint-Nicolas);

Attendu que l'acquéreur s'engage à y construire un édifice d'une superficie minimale de 743,2 mètres carrés;

Attendu que ce projet est porteur d'une quinzaine d'emplois;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-67 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur  
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

De vendre à Les Entreprises R.P.F. inc. une partie du lot 2288 616 du cadastre du Québec d'une superficie d'environ 6 688,8 mètres carrés, telle qu'illustrée à l'offre d'achat annexée à la fiche de prise de décision DG-2003-036, selon les termes et conditions stipulés à cette offre d'achat, d'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'acte de vente et d'affecter le produit net de la vente de ce terrain à la réserve financière pour fins de développement du territoire.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-03-95**

##### **Augmentation des crédits pour la planification stratégique**

Réf. : [DG-2003-042](#)

Attendu qu'il y a lieu de soutenir financièrement les activités de la démarche participative de la planification stratégique de la Ville:

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'augmenter les crédits pour la planification stratégique mentionnés à la fiche de prise de décision DG-2003-042 à même les revenus additionnels de 14 000 \$ à ajouter au poste budgétaire 01-234-10-15.

Le Maire appelle le vote.

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Pierre Brochu, Jeannot Demers, André Hamel, Philippe Laberge, Alain Lemaire et Jocelyn Olivier ainsi que le maire Jean Garon.

Ont voté contre : les membres du Conseil Jean-Claude Bouchard, Pierre Gagné et Gilles Lehouillier.

Adoptée à la majorité

---

### **CV-2003-03-96**

#### **Appui au Grand Prix cycliste de Beauce**

Réf. : [DG-2003-044](#)

Attendu la collaboration passée de la Ville et des Villes participantes au Grand Prix Cycliste de Beauce;

Attendu les retombées médiatiques d'un tel événement;

Attendu que le Grand Prix cycliste de Beauce offre à la Ville la possibilité d'accorder le nom de la Ville à une des étapes du circuit;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'autoriser le Grand Prix cycliste de Beauce à emprunter le territoire de la Ville les 17 et 18 juin 2003 et de supporter ces derniers aux niveaux de la sécurité et de la logistique entourant le passage des coureurs.

D'appuyer la demande d'aide financière déposée par cet organisme auprès de la Communauté métropolitaine de Québec.

De verser une subvention de 2 000 \$ au Grand Prix cycliste de Beauce pour la tenue de cette activité, le tout conditionnellement à un plan de visibilité à être négocié avec Tourisme Lévis en vue de mousser la promotion de la Ville à travers les médias qui assureront le suivi de cet événement, cette dépense à être financée à même le fonds général.

Adoptée à l'unanimité

---

### **CV-2003-03-97**

**Financement d'une étude sonore pour l'implantation de projets industriels dans le secteur de la rue Craig (secteur Saint-Nicolas)**

Réf. : [DG-2003-031](#)

Attendu qu'une compagnie projette d'implanter un important centre de distribution de courrier sur le site de la rue Craig (secteur Saint-Nicolas);

Attendu que ce site nécessite la réalisation d'une étude environnementale pour être proposé comme alternative par la Ville à des fins d'implantation industrielle;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur

Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

De financer la réalisation d'une étude sonore liée à l'implantation de projets industriels dans le secteur de la rue Craig (parc industriel Bernières, secteur Saint-Nicolas) au montant de 19 413 \$, à même la réserve financière pour fins de développement du territoire.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2003-03-98**

**Location d'une partie du lot 725 du cadastre de la paroisse Notre-Dame-de-la-Victoire (route du Président-Kennedy, secteur Lévis) à la Coopérative des producteurs agricoles du marché de Lévis et/ou à la Corporation de gestion des marchés publics du Québec (marché public agricole)**

Réf. : [DG-2003-019](#)

Attendu la nécessité pour les membres de la Coopérative des producteurs du Marché agricole de Lévis, de relocaliser en 2003 le site d'exploitation du Marché public agricole des Galeries Chagnon sur un autre emplacement et ce, dans une perspective à long terme;

Attendu l'intérêt pour la Ville d'accueillir sur son territoire un projet intégré de «carrefour agroalimentaire régional» visant à favoriser la promotion et la commercialisation des produits agricoles et agroalimentaires de spécialités disponibles localement et régionalement et ce, avec la collaboration active de la Coopérative du Marché agricole de Lévis et de la Table agroalimentaire de Chaudière-Appalaches («La TACA»);

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-27 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De louer à la Coopérative des producteurs agricoles du marché de Lévis et/ou à la Corporation de gestion des marchés publics de Québec, une partie du lot 725 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire d'une superficie d'environ 30 000 pieds carrés, selon les termes et conditions du bail annexé à la note de service datée du 9 mai 2003 afférente à la fiche de prise de décision DG-2003-019 à l'exception du deuxième

alinéa de l'article 10 du bail qui est supprimé et de l'engagement du locateur prévu à l'article 10 de l'annexe B qui est remplacé par le suivant : « Réalisation conjointe avec la TACA d'une étude de faisabilité portant sur le concept d'implantation d'un carrefour agroalimentaire à Lévis » et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer le bail à Lévis plutôt qu'à Saint-Nicolas tel que prévu à ce projet.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-03-99**

### **Demande d'aide financière pour la réalisation d'une étude pour l'implantation d'un carrefour agroalimentaire régional sur le territoire**

Réf. : [DG-2003-019](#)

Attendu le caractère structurant de ce projet ;

Attendu les retombées économiques fort importantes susceptibles d'être générées par la mise en œuvre du projet de carrefour agroalimentaire régional ;

Attendu la nécessité d'obtenir un financement public pour réaliser conjointement avec la Table agroalimentaire de Chaudière-Appalaches et la Coopérative du marché agricole de Lévis une étude de faisabilité concernant ce projet;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De demander une aide financière au Fonds de diversification de l'économie régionale (FDER) de même qu'au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) pour les fins de réalisation de l'étude de faisabilité portant sur l'implantation d'un projet de «carrefour agroalimentaire régional » sur le territoire en collaboration avec la Table agroalimentaire de Chaudière-Appalaches (TACA) et la Coopérative.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-00**

### **Dépôt du rapport du Vérificateur général relatif aux dépenses autorisées**

Le rapport du Vérificateur général relatif aux dépenses autorisées est déposé.

---

## **CV-2003-04-01**

### **Fermeture de rue pour le transport des bers de la marina de Lévis**

Réf. : [ADE-2003-005](#)

Attendu que le stationnement des bers et remorques de bateaux sur le terrain de la marina de Lévis diminue grandement l'espace disponible de stationnement pour les usagers ;

Attendu qu'il y a lieu de déplacer ces équipements sur le terrain du centre de ski de fond Grandes Prairies (secteur Saint-Romuald) pendant la période estivale pour favoriser l'accessibilité au parc nautique ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par le conseiller André Hamel

De fermer les rues suivantes les 18 mai 2003, 1<sup>er</sup> et 15 juin 2003 :

- ✂ rue St-Laurent entre la marina et le boulevard de la Rive-Sud, de 8h30 à 9h00 ;
- ✂ boulevard de la Rive-Sud, de la rue St-Laurent à la rue Genest, de 8h45 à 9h15 ;
- ✂ rues Genest, Beaumont, de l'Église et 4<sup>ième</sup> Rue jusqu'au centre de ski, de 9h00 à 9h30 ;

et ce, pour permettre le transport des bers de la marina de Lévis vers le stationnement du centre de ski de fond Grandes Prairies situé sur la 4<sup>ième</sup> Rue (secteur Saint-Romuald), sous escorte policière.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-02**

### **Fermeture de rues pour le tournage d'un film**

[Réf. : COM-2003-011](#) et [COM-2003-012](#)

Attendu que certaines rues du secteur Lévis doivent être fermées afin de permettre le tournage d'une production cinématographique;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-52 modifiée par la résolution CE-2003-04-93;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par le conseiller André Hamel

De fermer la rue Saint-Joseph, entre les rues du Couvent et de Bienville ainsi que les rues du Fleuve et Duplessis (secteur Lévis), pendant une période de deux semaines, entre les mois de juillet et septembre 2003 et ce, pour permettre le tournage d'un film.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-03**

### **Renouvellement du contrat pour la fourniture du service de soutien aux logiciels et aux progiciels**

[Réf. : FIN-TI-2003-005](#)

Attendu que le contrat de fourniture de service de soutien aux logiciels et aux progiciels se terminait le 31 décembre 2002;

Attendu qu'il y a lieu de renouveler ce contrat pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2003;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-73 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire  
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

De renouveler le contrat de soutien aux logiciels et aux progiciels intervenu avec la firme CGI au coût de 189 645 \$, plus taxes, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2003.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-04-04**

##### **Acceptation du plan d'action de la planification stratégique des technologies de l'information**

[Réf. : FIN-TI-2003-004](#)

Attendu que la Ville a mandaté la firme LGS Groupe conseil pour l'élaboration de la planification stratégique des technologies de l'information;

Attendu la recommandation favorable des membres du comité directeur

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-99 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'accepter en principe le plan d'action de la planification stratégique des technologies de l'information sur cinq ans pour un montant de 12 486 903 \$, tel qu'élaboré par la firme LGS en date du 14 avril 2003 en exigeant toutefois :

- d'obtenir l'autorisation préalable du Comité exécutif ou du Conseil de la Ville pour réaliser chacun des projets ;
- de produire un rapport coût/bénéfice sur le plan monétaire et autres pour chacun des projets qui sera présenté;
- d'établir un ordre de priorité des projets en fonction du rapport coût/bénéfice.

Le Maire appelle le vote.

Ont voté en faveur :                      les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, André Hamel, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire et Jocelyn Olivier ainsi que le maire Jean Garon.

Ont voté contre :                      les membres du Conseil Pierre Gagné et Philippe Laberge.

Adoptée à la majorité

---

#### **CV-2003-04-05**

## **Création d'un comité de suivi et financement de certains projets du plan directeur des ressources informationnelles**

Réf. : FIN-TI-2003-006

Attendu que le sommaire exécutif du plan directeur des ressources informationnelles a été présenté aux membres du Conseil de la Ville;

Attendu qu'il y a lieu de procéder à la mise sur pied d'un comité de suivi et de pourvoir au financement des projets de l'an 1 du plan d'action;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

De créer le Comité de suivi du plan directeur des ressources informationnelles composé des personnes suivantes :

- ? Alain Lemaire, membre du Conseil de la Ville
- ? Jocelyn Olivier, membre du Conseil de la Ville
- ? Jean Dubé, directeur général
- ? Sabin Tremblay, directeur général adjoint
- ? Marcel Rodrigue directeur des Finances et trésorier
- ? Christiane Bélanger, chef du Service des technologies de l'information

Pour financer les dépenses relatives aux honoraires professionnels des projets inscrits à l'année 1 (phase 1) du plan d'action au montant de 90 990 \$, plus taxes, d'affecter ce montant aux activités d'investissement provenant d'un emprunt au fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de cinq ans, par versements égaux et ce, à compter de l'an 2004.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2003-04-06**

## **Règles pour l'octroi de contrat pour la fourniture de services professionnels**

Réf. : FIN-APP-2003-003

Attendu qu'une consultation auprès des firmes de professionnels susceptibles d'obtenir des contrats de la Ville s'est tenue le 2 avril dernier;

Attendu que suite à l'adoption de la définition de lieu d'établissement, une liste des firmes de professionnels par spécialités sera confectionnée;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'accepter la définition de lieu d'établissement apparaissant à la fiche de prise de décision FIN-APP-2003-003 telle que modifiée par le remplacement des mots « la

majorité des activités professionnelles reliées au mandat à accorder de façon permanente» par les mots « des activités professionnelles de façon permanente » et ce, pour les fins de constitution de la liste des firmes de professionnels susceptibles d'obtenir des contrats de la Ville.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2003-04-07     Modifiée par CV-2003-04-61**

**Embauche d'un coordonnateur « Dettes, immobilisations et TPS-TVQ » au Service de la trésorerie**

Réf. : [FIN-TRE-2003-012](#)

Attendu qu'Annie Bergeron, coordonnatrice « Dettes, immobilisations et TPS-TVQ » est absente de son poste en raison d'un congé de maternité ;

Attendu qu'Alain Lagacé embauché pour occuper ce poste a indiqué le 1<sup>er</sup> mai qu'il quittera ce poste le 30 mai prochain;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'embaucher Claude Lemire au poste de coordonnateur « Dettes, immobilisations et TPS-TVQ » pour la période du 14 mai 2003 au 31 mai 2004, aux conditions mentionnées au contrat faisant l'objet d'un complément d'informations à la fiche de prise de décision FIN-TRE-2003-012 et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer ce contrat.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2003-04-08**

**Entente à intervenir avec le ministère des Affaires municipales concernant le versement d'une aide financière dans le cadre du projet de mise aux normes, modernisation et augmentation de la capacité de l'usine de traitement d'eau potable (secteur Charny)**

Réf. : [DAT-GEN-2003-062](#)

Attendu que le ministère des Affaires municipales a confirmé le versement d'une aide financière en regard du projet de mise aux normes, modernisation et augmentation de la capacité de l'usine de traitement d'eau potable de Charny;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-42 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur  
Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'entente à intervenir avec le ministère des Affaires municipales relative à l'octroi d'une aide financière dans le cadre du sous-volet 1.1 du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités concernant le projet de mise

aux normes, modernisation et augmentation de la capacité de l'usine de traitement d'eau potable (secteur Charny).

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-04-09**

##### **Octroi de contrat pour les travaux d'aménagement paysager et d'électricité du stationnement de la place de l'Église (secteur Saint-Jean-Chrysostome)**

[Réf. : DAT-GEN-2003-067](#)

Attendu le processus d'appel d'offres réalisé pour l'exécution des travaux d'aménagement d'une aire de stationnement à la Place de l'Église (secteur Saint-Jean-Chrysostome);

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-65 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier

Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'accorder le contrat pour les travaux d'aménagement paysager et d'électricité du stationnement de la place de l'Église (secteur Saint-Jean-Chrysostome) à la Compagnie de Parterres Portugais Ltée, au prix de 268 652,66 \$, taxes incluses, conformément au devis et à sa soumission en incluant toutefois les modifications suivantes :

- installation de 4 bancs de parc au lieu de 9;
- remplacement de 2 marches de l'escalier du monument par une rampe.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-04-10**

##### **Vente du lot 200-55 du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome à Patrice Aubé (rue Perrier, Saint-Jean-Chrysostome)**

[Réf. : DAT-DET-2003-052](#)

Attendu qu'une offre d'achat a été déposée par Patrice Aubé concernant le lot 200-55 du cadastre de la paroisse de Saint-Jean Chrysostome au montant de 23 400 \$, plus taxes ;

Attendu que le prix de l'offre d'achat est égal au prix de la valeur réelle du terrain, soit 23 400 \$ ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-46 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire

Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De modifier la résolution CV-2003-01-79 « Retrait de l'offre d'achat du lot 200-55 du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome (rue Perrier, Saint-Jean-Chrysostome) de Lorraine Giroux et Carl Roy » par la suppression des mots « ,à la condition qu'ils consentent à payer une somme représentant 5% du prix de la vente à titre de compensation pour les inconvénients causés ».

De vendre à Patrice Aubé le lot 200-55 du cadastre de la paroisse Saint-Jean-Chrysostome d'une superficie de 849,70 mètres carrés au prix de 23 400 \$, plus taxes et frais relatifs à cette transaction, aux conditions spécifiées dans l'offre d'achat annexée à la fiche de prise de décision DAT-DET-2003-052, d'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'acte de vente et d'affecter le produit net de la vente de ce terrain à la réserve financière pour fins de développement du territoire.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-11**

### **Prêt du quai Paquet (secteur Lévis) à la Société des traversiers du Québec**

[Réf. : DAT-DET-2003-072](#)

Attendu que la Société des traversiers du Québec a présenté à la Ville une demande concernant le renouvellement d'une autorisation accordée en 2002 pour l'utilisation d'une partie du quai Paquet aux mêmes conditions que l'année dernière car les travaux de renforcement du quai de Lévis ne sont pas finalisés ;

Attendu qu'une l'utilisation d'une partie du quai Paquet ne nuira pas au besoin d'utilisation de celui-ci par la Ville ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-63 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'autoriser la Société des traversiers du Québec à utiliser une partie du quai Paquet lors des travaux de renforcement du quai de Lévis, pour la période du 7 avril au 15 juin 2003, aux conditions suivantes :

- le pavage des aires de circulation et d'installation des roulottes de chantier;
- l'élimination de la poussière par tout moyen approprié;
- l'installation d'un éclairage adéquat pour les usagers;
- l'aménagement du chantier avec esthétisme.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-12**

### **Entente à intervenir avec Douville, Moffet & Associés concernant la réalisation de travaux de voirie sur la rue des Sizerins (secteur Saint-Nicolas)**

[Réf. : DAT-DET-2003-074](#)

Attendu que Douville, Moffet & Associés désire ériger deux résidences sur la rue des Sizerins (secteur Saint-Nicolas) ;

Attendu qu'il ne reste que les travaux de voirie à exécuter pour compléter cette rue :

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-64 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers  
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'entente à intervenir avec Douville, Moffet & Associés concernant la réalisation de travaux de voirie sur la rue des Sizerins (secteur Saint-Nicolas), telle qu'annexée à la fiche de prise de décision DAT-DET-2003-074.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-13**

### **Attribution d'odonymes à certaines rues**

Réf. : [DAT-DET-2003-075](#)

Attendu que des nouvelles rues sont présentement ouvertes ou en cours d'ouverture dans les secteurs Lévis, Saint-Nicolas et Saint-Rédempteur ;

Attendu que les odonymes proposés ont été dûment vérifiés et sont conformes aux critères de la Commission de toponymie du Québec ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-85 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers  
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'attribuer les odonymes suivants aux rues apparaissant aux plans annexés à la présente résolution :

- rue Offenbach (secteur Lévis);
- rue des Quatre-Temps (secteur Lévis);
- rue Robert-Rumilly (secteur Lévis);
- rue Albert-Lozeau (secteur Lévis) ;
- rue des Grands-Ducs (secteur Saint-Rédempteur);
- rue des Parulines (secteur Saint-Rédempteur);
- rue Maxine (secteur Saint-Nicolas);
- rue Saint-Malo (secteur Saint-Nicolas).

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-14**

**Entente pour le prolongement de réseaux dans l'emprise du boulevard de la Rive-Sud (secteur Saint-Romuald) à intervenir avec Michel Ruel & Marc Côté, Gestion Réal Racine inc., Gestion Lucien Bernard inc. et la Succession feu Auguste Bernard**  
Réf. : [DAT-DET-2003-097](#)

Attendu que des propriétaires de terrain du secteur Saint-Romuald se sont entendus pour réaliser les travaux de raccordement au réseau public de la Ville et consentent à assumer la totalité du coût de ces travaux ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'entente à intervenir avec Michel Ruel et Marc Côté, Gestion Réal Racine inc., Gestion Lucien Bernard inc. et la Succession feu Auguste Bernard pour permettre à leurs frais la réalisation des travaux de prolongement des réseaux d'aqueduc, d'égout sanitaire et d'égout pluvial en front des lots 2 155 360, 2 155 319 et 2 155 318 situés sur le boulevard de la Rive-Sud (secteur Saint-Romuald).

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-04-15**

##### **Acquisition du lot 2 988 498 du cadastre du Québec (rue des Chênes, des Hêtres et des Trembles, secteur Sainte-Hélène-de-Breakeyville)**

Réf. : [DAT-DET-2003-94](#)

Attendu qu'une convention pour la réalisation de travaux d'infrastructure de rues des Chênes, des Hêtres et des Trembles, (secteur Sainte-Hélène-de-Breakeyville) est intervenue entre la Ville et Les Immeubles Champs-Bois inc. ;

Attendu que les travaux d'infrastructure sont complétés sur une partie des rues des Chênes, des Hêtres et des Trembles et peuvent être cédés à la Ville;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'acquérir à titre gratuit le lot 2 988 498 du cadastre du Québec ainsi qu'une servitude d'aqueduc et d'égout sur une partie du lot 2 383 488 du cadastre du Québec, tel que décrite par Laurent Beaurivage, arpenteur-géomètre, minute 13 128.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-04-16**

##### **Avis à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant une demande d'aliénation et de lotissement des lots 1 963 146, 1 963 145 et 1 963 142 du cadastre du Québec (rang, Saint-Joseph, secteur Saint-Nicolas)**

Réf. : [DAT-URB-2003-122](#)

Attendu qu'une demande d'autorisation visant l'aliénation et le lotissement des lots 1 963 146, 1 963 145 et 1 963 142 du cadastre du Québec a été déposée et plus particulièrement pour l'implantation d'un projet de serres relatif à la production de tomates;

Attendu la recommandation du Comité consultatif agricole (résolution CCA-2003-03);

Attendu que cette demande d'autorisation rencontre les critères énumérés de l'article 62 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec* (L.R.Q., c.P-41.1) tel que spécifié à la fiche de prise de décision DAT-URB-2003-122 ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur  
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

De donner à la Commission de protection du territoire agricole du Québec un avis favorable concernant la demande d'aliénation et de lotissement visant à permettre l'implantation d'un complexe de serres servant à la production de tomates sur une partie du lot 1 963 146 d'une superficie de 10,35 hectares, du lot 1 963 145 d'une superficie de 5,6 hectares et du lot 1963 142 d'une superficie de 2, 475 hectares du cadastre de la paroisse de Saint-Nicolas.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-04-17**

**Avis à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'aliénation des lots P-239 et autres du cadastre de la paroisse Notre-Dame-de-la-Victoire (secteur Pintendre, axe routier 173/277)**

[Réf. : DAT-URB-2003-092](#)

Attendu qu'une demande d'autorisation visant l'utilisation autre qu'agricole concernant l'aliénation des lots P-239 et autres du cadastre de la paroisse Notre-Dame-de-la-Victoire a été déposée par le ministère des Transports du Québec et plus particulièrement afin de procéder à l'élargissement et au réaménagement d'un tronçon de l'axe routier 173/277 en bordure des lots visés ;

Attendu que la Commission de protection du territoire agricole du Québec a autorisé la presque totalité de la demande d'autorisation suite à la décision # 318954 pour permettre le réaménagement et l'élargissement de ce tronçon;

Attendu que les lots visés par cette demande sont adjacents à l'emprise de la route existante ;

Attendu que cette demande d'autorisation rencontre les critères énumérés de l'article 62 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec* (L.R.Q., c.P-41.1) tel que spécifié à la fiche de prise de décision DAT-URB-2003-092 ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-00 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De donner à la Commission de protection du territoire agricole du Québec un avis favorable concernant la demande du ministère des Transports du Québec concernant l'aliénation des lots P-239, P-240, P-241, P-242, P-243, P-244, P-246 et P-247 du cadastre de la paroisse Notre-Dame-de-la-Victoire d'une superficie de 8 830 mètres

carrés, pour procéder à l'élargissement et au réaménagement d'un tronçon de l'axe routier 173/277 en bordure des lots visés.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-04-18**

##### **Avis à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant une demande d'autorisation pour modifier l'exploitation d'une sablière (secteur Pintendre)**

Réf. : [DAT-URB-2003-070](#)

Attendu qu'une demande d'autorisation visant l'utilisation autre qu'agricole d'une partie du lot 233 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire a été déposée afin de permettre une modification à l'exploitation d'une sablière ;

Attendu que cette demande vise plus particulièrement à permettre le prélèvement à deux mètres sous la nappe phréatique ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De donner à la Commission de la protection du territoire agricole du Québec un avis défavorable concernant une demande d'utilisation à des fins autres que l'agriculture et visant à modifier l'exploitation d'une sablière sur une partie du lot 233 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire (secteur Pintendre), déjà autorisée par la Commission dans sa décision 316321 sur une superficie de 1,7 hectare et plus précisément, pour permettre le prélèvement à deux mètres sous la nappe phréatique ainsi que la durée d'exploitation de ce site jusqu'à 2008.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-04-19**

##### **Pose d'enseignes par le Comité des fêtes du 100<sup>ième</sup> anniversaire de la Paroisse Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Charny**

Réf. : [DAT-URB-2003-118](#)

Attendu la demande d'autorisation concernant l'installation d'une cinquantaine d'affiches sur les poteaux appartenant à la Ville pour les Fêtes du 100<sup>ième</sup> anniversaire de la Paroisse Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours du secteur Charny ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire

Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

D'accepter, dans le cadre des fêtes du centenaire de la Paroisse Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Charny, du 1<sup>er</sup> juin au 29 juin 2003, la pose d'un nombre maximal

de 50 enseignes de type « oriflamme » selon le modèle soumis, sur les poteaux de services publics dans le secteur de Charny, aux conditions suivantes :

- ? approbation par Gilles Robitaille, professionnel au Service du génie, de certains aspects techniques des enseignes tels que localisation, hauteur, type d'ancrage, etc, afin d'assurer la sécurité des automobilistes, cyclistes et piétons ;
- ? engagement du Comité des fêtes d'assurer tous les frais liés à la confection, pose et enlèvement des enseignes au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2003.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-20**

### **Autorisation de signature pour l'émission des permis et certificats**

Réf. : [DAT-URB-2003-082](#)

Attendu le volume important de demandes nécessitant l'émission de permis et certificats d'autorisation relatifs à la réglementation d'urbanisme dans les arrondissements Chutes-de-la-Chaudière-Ouest et Desjardins ;

Attendu qu'il y a lieu d'autoriser les inspecteurs temporaires à signer ces demandes ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers

Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'autoriser les inspecteurs suivants à signer l'ensemble des certificats d'autorisation et des permis prévus aux règlements d'urbanisme :

- ✍ Hélène Saint-Pierre ;
- ✍ Yves Thériault ;
- ✍ Marie-Ève Néron ;
- ✍ Emmanuel Gourde.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-21**

### **Mandat à l'Union des municipalités du Québec pour l'achat de sel pour le déglacage des chaussées (chlorure de sodium) et octroi de contrat pour son transport**

Réf. : [RE-2003-012](#)

Attendu que la Ville désire procéder par regroupement d'achat par l'entremise de l'Union des municipalités du Québec pour se procurer le chlorure de sodium;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

De confier à l'Union des municipalités du Québec le mandat de procéder, au nom de la Ville et avec les autres municipalités intéressées, à un achat regroupé concernant le chlorure de sodium selon les quantités plus amplement décrites à la fiche d'identification annexée à la fiche de prise de décision RE-2003-012.

De respecter les termes du présent mandat comme si la Ville avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjugé, le cas échéant.

D'autoriser l'Union des municipalités du Québec à utiliser un cahier de charges en substance conforme à celui soumis.

De reconnaître que l'Union des municipalités du Québec recevra un montant de 0,4 \$ (1/10 de 1%) du montant facturé avant taxes, de chacune des municipalités participantes.

D'accorder le contrat pour la fourniture du service de transport du chlorure de sodium aux camionneurs ou petites entreprises résidents de la Ville, abonnés à la corporation Les Transporteurs en Vrac de la Rive-Sud.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-04-22**

**Renouvellement de bail concernant la location d'une salle du Centre communautaire Paul-Bouillé (secteur Charny) au Club Lions de Charny inc.**

[Réf. : DVC-SOC-2003-005](#)

Attendu que le Club Lions de Charny inc. souhaite renouveler le bail concernant la location d'une salle du Centre communautaire Paul-Bouillé (secteur Charny) ;

Attendu que le non-renouvellement de ce bail aurait des conséquences néfastes sur les activités de l'organisme;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-33 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire

Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

De reconduire pour l'année 2003 le contrat de location du local situé au 1<sup>er</sup> étage du Centre communautaire Paul-Bouillé (secteur Charny) d'une superficie de 5969 pieds carrés, intervenu avec le Club Lions de Charny inc.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-04-23**

**Subvention au Service d'entraide de Pintendre**

[Réf. : DVC-SOC-2003-011](#)

Attendu que le Service d'entraide de Pintendre parraine une activité consistant en une pièce de théâtre réalisée par des comédiens bénévoles ;

Attendu que l'ex-Municipalité de Pintendre soutenait cette initiative du milieu ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-70 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De verser une subvention de 1 500 \$ au Service d'entraide de Pintendre à titre de soutien au projet de la troupe de théâtre amateur « Les Pins Sautés », cette dépense à être financée à même le fonds général.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-24**

### **Subvention à la Corporation de la vie communautaire de Pintendre**

Réf. : [DVC-SOC-2003-013](#)

Attendu que la Ville compte sur 350 organismes partenaires qui proviennent des ex-villes fusionnées;

Attendu que ce partenariat comporte du soutien et des services et, pour certains organismes, une assistance financière;

Attendu que certains de ces organismes ont besoin d'une aide financière pour rencontrer leurs obligations;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-71 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

De verser une subvention de 2 700 \$ à la Corporation de la vie communautaire de Pintendre pour lui permettre de maintenir une concertation et une animation auprès des organismes communautaires et des citoyennes et citoyens du secteur Pintendre, cette dépense à être financée à même le fonds général.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-25**

### **Subvention à Natation-Pont-de-Québec-Lévis inc.**

Réf. : [DVC-SPO-2003-021](#)

Attendu que le Conseil de la Ville a appuyé financièrement Natation Pont-de-Québec-Lévis pour une somme de 1 500\$ en 2002;

Attendu que cette épreuve de natation est considérée comme une promotion de l'utilisation du fleuve et de ses berges pour des activités;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De verser une subvention de 1 500 \$ à Natation-Pont-de-Québec-Lévis inc. pour la réalisation de l'épreuve de natation qui aura lieu le 24 juin 2003 dans le fleuve Saint-Laurent.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-26**

### **Subvention à des organismes de la communauté**

Réf. : [DVC-ART-2003-007](#)

Attendu que la Ville compte sur 350 organismes partenaires qui proviennent des ex-villes fusionnées;

Attendu que ce partenariat comporte du soutien et des services et, pour certains organismes, une assistance financière;

Attendu que certains de ces organismes ont besoin d'une aide financière pour rencontrer leurs obligations;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De verser une subvention de :

- ? 3 500 \$ à la Fondation du Mémorial des militaires pour lui permettre de maintenir ses activités de conservation et d'interprétation du patrimoine militaire ;
- ? 24 000 \$ à Diffusion Avant-Scène, coopérative de solidarité culturelle pour permettre le soutien à la création-production et à la diffusion des artistes en émergence de Lévis et de la région ;

cette dépense à être financée à même le fonds général.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-27**

### **Financement des dépenses relatives aux travaux de rénovation de piscines extérieures et à l'acquisition d'un contrôleur électronique de chlore et PH**

Réf. : [DVC-EQR-2003-005](#)

Attendu les projets relatifs aux travaux de rénovation de piscines extérieures et à l'acquisition d'un contrôleur électronique de chlore et PH identifiés au programme triennal d'immobilisations pour l'année 2003 ;

Attendu l'urgence de réaliser ces travaux au printemps 2003 ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-80 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

Pour financer les dépenses relatives aux travaux de rénovation des piscines extérieures (secteurs Lévis, Saint-Jean-Chrysostome et Saint-Nicolas) ainsi qu’à l’acquisition d’un contrôleur électronique de chlore et PH pour la piscine de l’Aquaréna (secteur Charny) estimés à la somme de 52 000 \$, taxes incluses, d’affecter ce montant aux activités d’investissement provenant d’un emprunt au fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de cinq ans, par versements égaux et ce, à compter de l’an 2004.

Adoptée à l’unanimité

---

**CV-2003-04-28**

**Embauche de personnel contractuel à la Direction de la vie communautaire pour le programme de terrain de jeux**  
Réf. : [DVC-S0C-2003-016](#)

Attendu que le programme de terrain de jeux doit correspondre aux attentes et aux différents modes de vie des familles lévisiennes et qu’il doit être bien structuré pour l’offre de service;

Attendu l’échéancier à respecter;

Attendu que la Ville fait de la famille une priorité dans la planification et l’élaboration de ses services;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-04 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier  
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D’embaucher les personnes suivantes sur une base contractuelle, dans le cadre du programme terrain de jeux 2003 :

Geneviève Crevier	Superviseure de secteur
Cynthia Roy	Superviseure de secteur
Geneviève Roy	Superviseure de secteur
Maude Fournier	Coordonnatrice du terrain de jeux (secteur Saint-Étienne)

et ce, pour les périodes et au salaire et conditions mentionnés à la fiche de prise de décision DVC-SPO-2003-016.

D’autoriser le Maire et la Greffière à signer les contrats à intervenir avec ces personnes ainsi que celui concernant Isabelle Bouchard embauchée à titre de superviseure du programme de terrains de jeux par la résolution CV-2002-08-46, tels qu’annexés à cette fiche de prise de décision.

Adoptée à l’unanimité

## **CV-2003-04-29**

### **Abolition des postes de préposées aux guichets multiservices et création de postes pour l'affectation des employées concernées**

Réf. : [RH-2003-029](#)

Attendu la fermeture des centres de proximité ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-58 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu

Appuyé par le conseiller André Hamel

D'abolir les dix-huit postes de préposées aux guichets multiservices (neuf postes à temps complet et neuf postes à temps partiel) et de créer les postes énumérés à la fiche de prise de décision RH-2003-029.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-30**

### **Ajustement du salaire de l'adjointe administrative à la Mairie**

Réf. : [RH-2003-006](#)

Attendu la nomination de Lise Boisvert au poste d'adjointe administrative à la Mairie, résolution CV-2002-08-32;

Attendu qu'il y a lieu d'augmenter de 10% le salaire de Lise Boisvert en raison de son nouveau statut de cadre;

Attendu que les conditions de travail de Lise Boisvert seraient celles rattachées au répertoire des cadres de l'ex-Ville de Lévis compte tenu qu'il s'agit de la Ville d'origine ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-69 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu

Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'augmenter de 10% le salaire de Lise Boisvert, adjointe administrative à la Mairie rétroactivement au 16 décembre 2002 et d'appliquer à son égard les conditions de travail prévues au répertoire des cadres de l'ex-Ville de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-31**

### **Lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux de Lévis, section locale 2334 du Syndicat canadien de la fonction publique, concernant l'adaptation des tâches relative aux limitations fonctionnelles d'un employé**

Réf. : [RH-2003-022](#)

Attendu que la Ville a procédé à une modification aux tâches actuelles de Raymond Lehouillier pour adapter aux limitations fonctionnelles de ce dernier;

Attendu qu'une lettre d'entente est requise entre la Ville et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), section locale 2334, pour convenir de la description de tâches de celui-ci;

Attendu que la lettre d'entente à intervenir fait suite à un rapport d'expert en date du 26 février 2002 et qu'elle a été déclarée conforme en date du 3 septembre 2002;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer la lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux de Lévis, section locale 2334 du Syndicat canadien de la fonction publique, concernant l'adaptation des tâches relative aux limitations fonctionnelles de Raymond Lehouillier, telle qu'annexée à la fiche de prise de décision RH-2003-022.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-32**

### **Ajustement de la rémunération d'un inspecteur en bâtiment du Service de l'urbanisme**

Réf. : [RH-2003-002](#)

Attendu que Daniel Hubert, inspecteur en bâtiment au Service de l'urbanisme, a été nommé au poste de coordonnateur par intérim de l'arrondissement Chutes-de-la-Chaudière Ouest du Service de l'urbanisme jusqu'au retour de la coordonnatrice qui est en congé de maladie suivant la résolution CV-2002-03-51;

Attendu qu'il est opportun d'ajuster sa rémunération suite à cette résolution et de la modifier en conséquence;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers  
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'établir la rémunération de Daniel Hubert comme coordonnateur par intérim de l'arrondissement Chutes-de-la-Chaudière-Ouest du Service de l'urbanisme à 46 000 \$, sur une base annuelle et ce, rétroactivement au 1<sup>er</sup> mars 2003 et d'ajuster ce salaire rétroactivement au 1<sup>er</sup> mars 2003, au niveau du premier échelon de la nouvelle échelle salariale afférente à la classe d'emploi « coordonnateur de l'arrondissement Chutes-de-la-Chaudière-Ouest », telle qu'elle pourra être déterminée par le Conseil de la Ville dans le recueil des conditions de travail des cadres, dans l'hypothèse où ce premier échelon serait supérieur à 46 000 \$ et qu'en tant que cadre par intérim, Daniel Hubert ne bénéficie d'aucun temps supplémentaire, étant néanmoins tenu d'assister à toute réunion, rencontre

ou assemblée en rapport avec ses tâches, même si celles-ci se tiennent en dehors des heures normales de travail.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-04-33**

**Entente concernant l'augmentation des salaires des employés cols bleus pour l'année 2003 à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux de Lévis, section locale 2334**

[Réf. : RH-2003-034](#)

Attendu la proposition faite par les représentants de la Ville à l'effet d'augmenter de 2% les salaires des cols bleus au 31 décembre 2002, tel qu'il appert de cette proposition;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Lado uceur  
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer une entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux de Lévis, (SCFP, section locale 2334) découlant de la proposition d'augmentation des salaires des employés cols bleus, telle qu'annexée à la fiche de prise de décision RH-2003-034.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-04-34**

**Demande de congé sans solde au Service de la cour municipale**

[Réf. : AGR-COU-2003-002](#)

Attendu que Claire Brulotte, secrétaire juridique à temps complet au sein du service de la Cour municipale, a présenté une demande visant à se prévaloir d'un congé sans solde tel que prévu à la convention collective des fonctionnaires municipaux de l'ex-ville de Lévis et ce, pour la période du 02 juillet au 29 août 2003 inclusivement;

Attendu qu'un tel congé sans solde peut être accordé par l'Employeur;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-44 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Gilles Lehouillier  
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'autoriser la demande de congé sans solde de Claire Brulotte, secrétaire juridique à la Cour municipale pour la période du 2 juillet au 29 août 2003 inclusivement.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-04-35**

**Dépôt du certificat d'enregistrement pour le Règlement RV-2003-00-92 décrétant des travaux de réfection de pavage, trottoirs, bordures, scellement de fissures et pistes cyclables ainsi qu'un emprunt**

L'Assistant greffier dépose devant le Conseil le certificat d'enregistrement relatif au Règlement RV-2003-00-92 décrétant des travaux de réfection de pavage, trottoirs, bordures, scellement de fissures et pistes cyclables ainsi qu'un emprunt.

---

**CV-2003-04-36**

**Requête pour corriger le titre de propriété de la Ville relativement à une partie du lot 345 du cadastre de la paroisse de Saint-David-de-l'Auberivière (route des Îles, secteur Lévis)**

Réf. : [AGR-AFJ-2003-017](#)

Attendu que la Ville a vendu en 1972 une partie de terrain à Lévis Construction inc. dont la désignation a été erronément indiquée à l'acte de vente et qu'elle avait acquis de Germaine Dussault en 1971;

Attendu l'obligation légale de la Ville à titre de vendeur;

Attendu la proposition de Lévis Construction inc. à l'effet d'introduire une requête conjointe, puisque cette entreprise avait également acquis en 1971 un immeuble de Germaine Dussault dont la description est erronée;

Attendu que la Ville juge opportun de faire corriger son titre de propriété datant de 1971;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'introduire une demande en justice par le dépôt devant la cour compétente d'une requête, conjointement avec l'entreprise Lévis Construction inc., afin de corriger les titres de la Ville en regard des terrains désignés erronément comme étant le lot 348 partie du cadastre de la paroisse de Saint-David-de-l'Auberivière par le lot 345 partie du même cadastre, de même que toute autre requête ou demande nécessaire pour cette fin et d'accepter que les frais et honoraires reliés à cette demande en justice soient assumés à 62% par la Ville et à 38% par Lévis Construction inc.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2003-04-37**

**Contestation de la requête introductive d'instance introduite par Roy Métivier Roberge inc. et als contre la Ville et Roger Noël relativement au projet de développement domiciliaire « Roc Pointe » (secteur Saint-Nicolas)**

Réf. : [AGR-AFJ-2003-021](#)

Attendu que la requête introductive d'instance signifiée le 23 avril 2003 par Roy Métivier Roberge inc., 2971-9994 Québec inc., Placements Ashton Leblond inc., Les Immeubles Marie-France Fournier inc. et 9036-6006 Québec inc. à la Ville et Roger Noël;

Attendu que les faits décrits dans cette requête font l'objet d'une protection d'assurance auprès notamment de la compagnie London Guaranty;

Attendu que le montant réclamé dépasse largement le niveau de la protection contractée;

Attendu que Roger Noël, à titre de maire et de directeur général de l'ex-Ville de Saint-Nicolas, est poursuivi personnellement dans ce dossier;

Attendu qu'un délai est nécessaire aux assureurs pour prendre position relativement à ce dossier;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur

Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

De contester la requête introductive d'instance intentée par Roy Métivier Roberge inc., 2971-9994 Québec inc., Placements Ashton Leblond inc., Les Immeubles Marie-France Fournier inc. et 9036-6006 Québec inc. contre la Ville de Lévis et Roger Noël, (Cour supérieure, numéro 200-17-003288-032), concernant le projet de développement domiciliaire « Roc Pointe » et d'entreprendre toutes les démarches nécessaires visant à défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-38**

### **Octroi du contrat pour la fourniture de services d'expert en sinistre**

Réf. : [AGR-AFJ-2003-024](#)

Attendu que la Ville a procédé à un appel d'offres public pour les services professionnels d'expert en sinistre;

Attendu la recommandation du comité de sélection;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'accorder le contrat pour la fourniture de services professionnels d'expert en sinistre, pour une période de cinq ans, à Réclamations Alliance ltée au coût estimé à 347 625 \$, plus taxes, conformément au devis et à sa soumission, cette dépense à être financée à même le fonds général.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-39**

**Acte à intervenir avec Bijouterie Dakor de Charny inc. concernant le lot 77-209 du cadastre de la paroisse de Saint-Nicolas (lot 1 964 163 du cadastre du Québec, secteur Saint-Nicolas)**

Réf. : [AGR-GRE-2003-011](#)

Attendu que le 12 décembre 2001 l'ex-Ville de Saint-Nicolas a procédé à la vente du lot 77-209 du cadastre de la paroisse de Saint-Nicolas devenu le lot 1 964 163 du cadastre du Québec, pour défaut de paiement des taxes;

Attendu qu'un certificat d'adjudication a été émis à l'acquéreur Bijouterie Dakor de Charny inc.;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-86 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers

Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer un acte de vente avec Bijouterie Dakor de Charny inc. ou tout autre document lui accordant un titre définitif à titre de propriétaire du lot 77-209 du cadastre de la paroisse de Saint-Nicolas devenu le lot 1 964 163 du cadastre du Québec.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2003-04-40**

**Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 093 – plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (rue du Rocher)**

Réf. : [DAT-URB-2003-084](#)

La conseillère Béatrice Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement numéro 093 – plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Ce règlement a pour objet d'inclure dans l'affectation «résidentielle» une partie de l'affectation «Parc» et ce, pour le district «Normandie».

De plus, la conseillère Béatrice Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

---

**CV-2003-04-41**

**Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 093 – plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (rue du Rocher)**

Réf. : [DAT-URB-2003-084](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers

Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 093 – plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-04-42**

##### **Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (rue du Rocher)**

Réf. : [DAT-URB-2003-084](#)

La conseillère Béatrice Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Ce règlement a pour objet de créer la zone « H-338 » à même une partie de la zone P-319 et d'insérer la nouvelle zone au tableau I - Usages et bâtiments principaux permis par zone, pour permettre l'usage « habitation bifamiliale jumelée (121) » et au tableau II - Normes d'implantation des bâtiments principaux par zone.

De plus, la conseillère Béatrice Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

---

#### **CV-2003-04-43**

##### **Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (rue du Rocher)**

Réf. : [DAT-URB-2003-084](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers  
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-04-44**

##### **Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement sur la tarification pour certains biens, services et activités de la Ville et sur les frais exigés pour les fausses alarmes**

Réf. : [AGR-AFJ-2003-22](#)

Le conseiller André Hamel donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement sur la tarification pour certains biens, services et activités de la Ville et sur les frais exigés pour les fausses alarmes.

---

Ce règlement a pour objet d'établir les frais exigibles pour l'obtention de certains biens, services et activités de la Ville ainsi que la tarification pour une intervention du service de police ou de protection incendie et les frais en cas de fausses alarmes et de remplacer le règlement RV-2002-00-29 sur la tarification pour certains biens, services et activités de la Ville et sur les frais exigés pour les fausses alarmes.

De plus, le conseiller André Hamel demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

---

#### **CV-2003-04-45**

##### **Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement décrétant des honoraires professionnels et des travaux pour l'exécution d'une partie du plan d'action de la planification stratégique des technologies de l'information**

Réf. : [FIN-TI-2003-006](#)

Le conseiller Pierre Brochu donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement décrétant des honoraires professionnels et des travaux pour l'exécution d'une partie du plan d'action de la planification stratégique des technologies de l'information.

Ce règlement a pour objet de décréter des honoraires professionnels et l'exécution de certains travaux inscrits au plan d'action de la planification stratégique des technologies de l'information ainsi qu'un emprunt n'excédant pas 222 000 \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 5 ans, remboursable par une taxe imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles situés sur le territoire de la Ville.

De plus, le conseiller Pierre Brochu demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

---

#### **CV-2003-04-46**

##### **Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement numéro 520 concernant le zonage de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur (Les Boisés de Saint-Rédempteur)**

Réf. : [DAT-URB-2003-124](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers

Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement numéro 520 concernant le zonage de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-03-47.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2003-04-47**

**Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro V90-604 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome ayant pour objet l'adoption du plan d'urbanisme (rue du Parc industriel)**

Réf. : [DAT-URB-2003-113](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro V90-604 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome ayant pour objet l'adoption du plan d'urbanisme a été demandée lors de la séance tenue le 20 janvier 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin  
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-03 modifiant le Règlement numéro V90-604 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome ayant pour objet l'adoption du plan d'urbanisme et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2003-04-48**

**Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro V90-610 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome (rue du Parc industriel)**

Réf. : [DAT-URB-2003-113](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro V90-610 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome a été demandée lors de la séance tenue le 20 janvier 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers  
Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-04 modifiant le Règlement de zonage numéro V90-610 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2003-04-49**

**Adoption et dispense de lecture du Règlement décrétant l'acquisition des lots 2 381 912 et 2 381 809 du cadastre du Québec (rue des Générations, secteur Charny) et des travaux de réhabilitation du site ainsi qu'un emprunt**

Réf. : [DAT-DET-2003-078](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement décrétant l'acquisition des lots 2 381 912 et 2 381 809 du cadastre du Québec (rue des Générations, secteur Charny) et des travaux de réhabilitation du site ainsi qu'un emprunt a été demandée lors de la séance tenue le 6 mai 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-83;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-05 décrétant l'acquisition des lots 2 381 912 et 2 381 809 du cadastre du Québec (rue des Générations, secteur Charny) et des travaux de réhabilitation du site ainsi qu'un emprunt et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2003-04-50**

**Adoption et dispense de lecture du Règlement décrétant la dépense nécessaire au paiement des coûts relatifs à la mise en œuvre du programme Rénovation Québec-Ville de Lévis ainsi qu'un emprunt**

Réf. : [DAT-DET-2003-077](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement décrétant la dépense nécessaire au paiement des coûts relatifs à la mise en œuvre du programme Rénovation Québec- Ville de Lévis ainsi qu'un emprunt a été demandée lors de la séance tenue le 6 mai 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-79;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-06 décrétant la dépense nécessaire au paiement des coûts relatifs à la mise en œuvre du programme Rénovation Québec- Ville de Lévis ainsi qu'un emprunt et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

---

## **Affaires nouvelles**

### **CV-2003-04-51**

**Avis de motion du Règlement décrétant l'acquisition d'une partie du lot 1 963 845 du cadastre du Québec (parc industriel de Bernières, secteur Saint-Nicolas)**

La conseillère Anne Ladouceur donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement décrétant l'acquisition d'une partie du lot 1 963 845 du cadastre du Québec.

Ce règlement a pour objet de décréter l'acquisition d'une partie du lot 1963 845 du cadastre du Québec qui sera éventuellement connue et désignée comme étant le lot 3 027 073 de ce cadastre et ce, dans le cadre des différentes transactions prévues à l'entente de principe intervenue avec D. Bertrand et fils inc. et entérinée par la résolution CV-2003-02-33.

---

## **CV-2003-04-52**

### **Des consultations publiques dans chacun des arrondissements pour recentrer l'action sur le citoyen**

Attendu que la *Loi portant sur la réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (Loi 170) définit les compétences particulières de la Ville ainsi que celles des conseils d'arrondissement ;

Attendu que l'article 85 de cette loi stipule que les arrondissements peuvent exercer leurs compétences dans les domaines suivants : l'urbanisme, la prévention en matière de sécurité incendie, l'enlèvement des matières résiduelles, le développement économique local, communautaire, culturel et social, la culture, les loisirs et les parcs d'arrondissement et la voirie locale ;

Attendu que le conseil municipal s'est prévalu de l'article 68 de cette loi pour limiter les pouvoirs des arrondissements à des points précis du volet relié à l'urbanisme (dérogations mineures et plans d'intégration architecturaux) ;

Attendu que cette centralisation des pouvoirs a des effets directs sur la structure organisationnelle de la Ville en processus d'élaboration et la stratégie budgétaire de la Ville pour les années à venir ;

Attendu que le conseil municipal est actuellement dans l'impasse depuis plusieurs mois quant à l'orientation à adopter dans le partage des pouvoirs entre les arrondissements et le conseil municipal ;

Attendu que l'impatience et l'insatisfaction des citoyens et citoyennes sur l'ensemble du territoire de la Ville de Lévis se manifeste de plus en plus ;

Attendu que des solutions alternatives doivent être présentées à la population dans les meilleurs délais afin de lui proposer un milieu de vie municipal adapté à ses besoins ;

Attendu qu'il est urgent de réfléchir sur le type d'organisation au sein des arrondissements et de la Ville dont nous voulons nous doter pour assurer l'avenir de notre ville ;

Attendu qu'il y a lieu de réviser et de définir, le cas échéant, la mission, les orientations et les fonctions de notre Ville en regard des modifications profondes vécues depuis le regroupement des municipalités ;

Attendu que cette redéfinition passe nécessairement par une adaptation des services municipaux à la réalité et aux spécificités des arrondissements afin de mieux répondre aux besoins et aux attentes des citoyens ;

Attendu qu'il y a lieu de bâtir et d'aménager notre ville en misant sur la qualité de vie, l'environnement et la qualité des services ;

Attendu que cet objectif ne pourra être atteint qu'en renforçant la confiance des citoyens à l'égard de leurs institutions locales et que ce renforcement passe au premier chef par une valorisation du rôle et des responsabilités de l' élu municipal et de la revalorisation de la démocratie locale dans chacun des arrondissements ;

Attendu qu'il y a lieu de donner à la Ville de Lévis une dimension humaine centrée sur ses citoyens par la valorisation de l'engagement civique et communautaire ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Gilles Lehouillier  
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

Que ce conseil mandate les trois conseils d'arrondissement afin de tenir dans chacun de leur territoire respectif des consultations publiques ouvertes à l'ensemble de la population et visant à :

- ✍ dresser un portrait général de la situation financière, de l'offre de services et des ressources humaines de la Ville ;
- ✍ présenter à la population un état de situation par grand secteur d'activités animé par les services concernés de la ville (ex. : loisirs, culture, travaux publics, parcs et espaces verts, etc.) ;
- ✍ prendre le pouls réel de la population quant à la desserte actuelle des services et des priorités que la Ville devrait mettre de l'avant ;
- ✍ recueillir les attentes de la population quant à la gestion de la Ville (arrondissements et Ville) et aux choix de services à prioriser ;
- ✍ recevoir les propositions des citoyens et citoyennes pour mieux agir localement.

Que les conseils d'arrondissement déposent leurs rapports de consultation au conseil municipal d'ici le 15 septembre 2003 au plus tard.

Que le conseil municipal transpose les résultats de ces consultations par l'adoption d'un nouveau cadre d'intervention qui servira de référence à la définition de la nouvelle structure administrative de la Ville, à la définition des pouvoirs dévolus aux arrondissements, aux orientations budgétaires pour les prochaines années et à la définition du prochain plan triennal d'immobilisation.

Que le directeur général soit mandaté avec les trois secrétaires exécutifs des arrondissements pour déposer au conseil municipal d'ici le début de juin un guide précisant les paramètres des consultations, les échéanciers et l'implication des ressources humaines jugées nécessaires pour mener à bien cette opération.

Que le directeur général soit mandaté pour déposer au conseil municipal le projet du nouveau cadre d'intervention qui sera issu des consultations des arrondissements.

---

**CV-2003-04-53**

**Retrait de la proposition « Des consultations publiques dans chacun des arrondissements pour recentrer l'action sur le citoyen »**

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De retirer la proposition « Des consultations publiques dans chacun des arrondissements pour recentrer l'action sur le citoyen ».

Le Maire appelle le vote.

Ont voté en faveur du retrait : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Pierre Brochu, Jeannot Demers, André Hamel, Alain Lemaire et Jocelyn Olivier ainsi que le maire Jean Garon.

Ont voté contre le retrait : les membres du Conseil Jean-Claude Bouchard, Pierre Gagné, Philippe Laberge et Gilles Lehouillier.

Adoptée à la majorité

---

**CV-2003-04-54**

**Période d’intervention des membres du Conseil**

Quelques membres du Conseil de la Ville prennent la parole.

---

**CV-2003-04-55**

**Période de questions**

Quelques citoyens posent des questions et émettent des commentaires.

---

**CV-2003-04-56**

**Levée de la séance**

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers  
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

De lever la séance à 23h45.

Adoptée à l’unanimité

---

Jean Garon, maire

---

Jean Marion, assistant greffier